



TRIAL
International

Rapport d'activité 2024



LE DROIT COMME REMPART, LA JUSTICE COMME ANTIDOTE



Chères amies, chers amis,

L'actualité semble parfois rendre notre travail dérisoire. Quand les bombes tombent sur des civils en Ukraine, Gaza, ou l'est de la République démocratique du Congo pour ne citer que quelques exemples, quand les puissances mondiales sapent les institutions qu'elles prétendent défendre, et quand les appels des victimes se heurtent à l'indifférence ou au cynisme, que reste-t-il comme rôle pour une organisation comme la nôtre ?

Pourtant, c'est précisément dans ces moments que notre mission prend tout son sens : celle d'une justice patiente, opiniâtre, souvent œuvrant dans l'ombre. C'est un engagement de longue haleine qui ne porte pas ses fruits du jour au lendemain et qui affronte inévitablement d'immenses défis et des revers. Ce que nous édifions, c'est l'antidote à la barbarie et un pilier essentiel sans lequel l'histoire se répétera : la documentation des crimes, la quête de vérité, la reconnaissance des victimes, et l'établissement des responsabilités.

En 2024, TRIAL International a continué ce travail méthodique de lutte contre l'impunité. Nous avons démontré que même les plus puissants pouvaient être traduits en justice et que les murs du silence pouvaient s'effondrer. Le procès historique d'Ousman Sonko en Suisse, ancien ministre de l'Intérieur de la Gambie et à ce titre le plus haut responsable jamais jugé en Europe sur le principe de la compétence universelle, illustre parfaitement l'efficacité de ce mécanisme juridique. Sa condamnation à 20 ans de prison pour crimes contre l'humanité marque un tournant décisif. D'autres procès, en Suisse, France, Allemagne et États-Unis, se sont tenus ou se préparent pour 2025.

Mais cibler uniquement les auteurs directs des crimes ne suffit pas. Nous avons également ouvert des brèches sur un autre front : la mise en cause des acteurs économiques impliqués dans les conflits. Au-delà de la dénonciation des atrocités, il est crucial de poursuivre celles et ceux qui les financent, les orchestrent ou en tirent profit. Sociétés militaires privées, entreprises extractives, compagnies de logistique ou de sécurité : tous ces acteurs doivent rendre des comptes lorsque leurs activités alimentent l'impunité.

Le droit n'est pas un privilège réservé aux temps de paix. Il n'est pas facultatif. Il constitue un rempart – pour les victimes, pour la vérité, pour l'avenir.

Votre soutien indéfectible nous permet de persévérer dans cette quête de justice, traçant la voie vers une ère où la responsabilité des individus et des acteurs économiques en temps de conflit est non seulement reconnue mais activement poursuivie, et où les victimes de crimes internationaux demeurent au cœur de notre travail.

Ensemble, nous avançons vers un avenir où la justice et la responsabilité deviennent la norme pour tous·tes.

Nous vous remercions du fond du cœur pour votre engagement continu à nos côtés.

Leslie Haskell
Présidente

Philip Grant
Directeur Exécutif

L'IMPACT DE TRIAL INTERNATIONAL EN 2024

TRIAL International a mené des enquêtes sur des crimes commis dans 17 pays. En parallèle, nous avons continué nos activités auprès des communautés affectées en République démocratique du Congo, en Bosnie-Herzégovine et, depuis cette année, en Ukraine.

TRIAL International a soutenu la représentation de **5'085** victimes dans des procédures légales, dont :



2'381

femmes



25

enfants



164

victimes de violences sexuelles

Nous avons porté **15 nouvelles affaires** devant les tribunaux nationaux, seuls ou en partenariat.



380

victimes ont obtenu des décisions favorables



3

auteurs de crimes condamnés



77

procédures en cours
(dont 74 au niveau national et 3 au niveau international)



9

verdicts favorables au niveau national



7

décisions de réparation

IMPACT CUMULÉ DEPUIS 2002 :

11'800

victimes accompagnées en justice, dont **1'980** survivant-e-s de violences sexuelles

5'775

personnes formé-e-s

484

affaires soutenues



En 2024, 19 nouveaux dossiers ont fait l'objet d'une étude préliminaire par TRIAL International. Cette phase initiale permet d'évaluer la pertinence stratégique du dossier, la solidité des preuves et son potentiel à donner lieu à des précédents juridiques. Les risques sécuritaires pour les victimes et survivant-e-s, le type de crime, la probabilité de pouvoir collecter des preuves et d'accéder à une juridiction compétente sont également des critères essentiels de sélection des dossiers.

Pour mener ses enquêtes, TRIAL International a collaboré avec 40 partenaires nationaux ou internationaux. Près de 40 missions d'enquête et de documentation ont été entreprises ou soutenues par l'organisation.

En Ukraine, TRIAL International a recours à des méthodes de profilage pour identifier des suspect-e-s voyageant à l'étranger ainsi qu'à une méthodologie d'enquête qui permet d'aller au-delà des dossiers individuels pour identifier les schémas de violations des droits humains. Cette stratégie a permis à l'organisation de soumettre des dossiers ciblant plusieurs suspects de haut niveau devant plusieurs juridictions européennes. Cela contribue au développement d'un réseau transfrontalier qui identifie et localise les auteurs d'atrocités en Ukraine, maximisant ainsi les chances d'obtenir rapidement leur arrestation et condamnation, tout en multipliant les recours en justice disponibles pour les victimes.

ZOOM

L'enquête sur les crimes contre l'humanité commis dans un parc National en République Démocratique du Congo (RDC)

Depuis 2019, la communauté autochtone Batwa, dans la province du Sud-Kivu en RDC, subit des vagues répétées de violence visant à l'expulser de ses terres ancestrales. Des gardes armés du Parc national de Kahuzi Biega, en étroite collaboration avec l'armée congolaise, sont suspectés de commettre ces violences. Villages incendiés, terreur persistante, actes de torture, viols, meurtres et pillages : les exactions ont laissé des cicatrices profondes. La dernière attaque daterait de janvier 2024. Face à ces atrocités, TRIAL International et ses partenaires ont mené un travail rigoureux de collecte de preuves et de témoignages. En réponse, les autorités judiciaires du Sud-Kivu ont ouvert une procédure formelle pour examiner ces allégations. En décembre 2024, le procureur militaire de Bukavu a conduit une mission d'enquête judiciaire sur les attaques les plus récentes, marquant ainsi une avancée cruciale vers la quête de justice. La suite donnée à cette enquête demeure incertaine, en raison de la détérioration de la situation politico-sécuritaire dans l'est du pays survenue début 2025.



Le contentieux stratégique est au cœur de notre mission de lutte contre l'impunité. Lorsque cela est possible, nous utilisons en premier ressort les mécanismes nationaux afin que justice soit rendue au plus proche des communautés affectées. Lorsque le contexte ne le permet pas, nous avons recours aux mécanismes de justice internationale et extraterritoriale, dont le principe de la compétence universelle, afin de faciliter l'accès à la justice pour les victimes et survivant-e-s. Pour ce faire, nous collaborons étroitement avec des ONG locales et internationales.

En 2024, nous avons travaillé sur 89 dossiers au niveau national, dont 47 en RDC, 24 en Bosnie-Herzégovine (BiH) et 18 dossiers de compétence extraterritoriale, y compris universelle, portant sur des contextes variés, tels que l'Ukraine, la Gambie, la Syrie ou la RDC. Parmi ces 89 dossiers, 15 affaires ont nouvellement été soumises aux autorités de poursuite nationales et portent principalement sur des faits de torture et de violences sexuelles, constitutifs de crimes internationaux.

En 2024, TRIAL International et ses partenaires ont soutenu la représentation de plus de 5'085 victimes. Parmi elles, 380 victimes ont obtenu une décision favorable grâce à 9 procès tenus en RDC, en Allemagne (pour des crimes commis en Gambie) et en Suisse (pour des crimes commis en Gambie, au Bélarus et au Guatemala).

ZOOM

Condamnation d'un ancien ministre gambien lors du deuxième procès pour crimes contre l'humanité en Suisse

Ousman Sonko, ancien ministre gambien de l'Intérieur de 2006 à 2016, a été condamné par le Tribunal pénal fédéral en mai 2024 à 20 ans de prison pour crimes contre l'humanité. Ce procès faisait suite à une dénonciation déposée par TRIAL International en 2017. Cette condamnation met en lumière les crimes commis sous la dictature de l'ancien président gambien Yahya Jammeh et fait également de Ousman Sonko le plus haut responsable jamais jugé pour des crimes internationaux en application du principe de compétence universelle en Europe. Dans le cadre de ce procès, TRIAL International a favorisé la participation des neuf plaignant-e-s gambien-ne-s qui ont voyagé pour prendre part aux débats à Bellinzona et leur a fourni la possibilité d'avoir un soutien psychologique. TRIAL International a également disséminé l'information concernant l'évolution du procès en Gambie en publiant des résumés quotidiens des audiences et en collaborant avec des acteurs-rices gambien-ne-s de la société civile et des médias. La diffusion de l'information auprès des communautés directement affectées par les crimes jugés leur permet de s'approprier le processus de justice internationale. Dans ce cadre, l'organisation a regretté l'absence de traductions officielles des débats dans la langue des victimes.



En RDC, TRIAL International a formé 235 praticien-ne-s du droit au Sud-Kivu et dans la région du Kasai, dont des avocat-e-s et magistrat-e-s, des membres de la société civile locale et des représentant-e-s d'une commission vérité et réconciliation provinciale. Au cours du premier semestre 2024, TRIAL International a notamment accompagné les commissaires de la Commission provinciale Vérité, Justice et Réconciliation du Kasai-Central dans l'élaboration de leur stratégie d'intervention. Ce soutien a permis de les aider à structurer son mandat et ses axes prioritaires en faveur de la vérité et de la justice pour les victimes.

TRIAL International a aussi réalisé les premières formations dans le cadre de son nouveau programme dédié à la lutte contre l'impunité des acteurs militaires et de sécurité privés. L'organisation a ainsi formé 29 personnes issues d'organisations de la société civile du Kenya, RDC, Nigéria, Irak et Mozambique sur la documentation des crimes internationaux et des violations graves des droits humains et de l'environnement. Les organisations participantes ont aussi contribué à la formation en partageant leurs connaissances et expériences dans leurs contextes respectifs. Ces échanges ont permis d'identifier des défis communs et de bonnes pratiques.

Afin que nos activités contribuent à une amélioration durable des services proposés aux survivant-e-s, nous proposons du mentorat pour les avocat-e-s et ONG qui s'engagent dans la documentation et le contentieux stratégique sur le plus long terme. Ainsi, nous avons continué à accompagner sept avocat-e-s et six ONG tout au long de l'année.

ZOOM

Première formation pilote en Ukraine

TRIAL International et son partenaire ont organisé une formation pilote pour 20 acteurs-rices judiciaires ukrainien-ne-s en février 2024. La formation visait à fournir des outils concrets pour le développement de dossiers stratégiques ciblant les auteurs de haut rang, suivant des modes opératoires répétés. À la suite de cette formation, le partenaire de TRIAL International a reçu 136 demandes de soutien, pour utiliser les méthodologies et outils présentés pendant la formation sur des cas spécifiques. Les participant-e-s ont exprimé le souhait de reproduire cette formation à l'échelle provinciale, pour renforcer les capacités des acteurs-rices travaillant au contact direct des victimes et sur les lieux mêmes des crimes. Fort de cette expérience, TRIAL International a développé de nouvelles activités de renforcement des capacités locales pour 2025.



En BiH, TRIAL International a poursuivi ses efforts de plaidoyer tout au long de l'année 2024, en s'attaquant aux défis systémiques du système de justice transitionnelle du pays, tant au niveau national qu'international. Au niveau national, ces efforts ont conduit à la publication d'instructions officielles par les procureurs en chef de la Fédération de BiH, de la Republika Srpska et du district de Brčko pour l'indemnisation des victimes de violences sexuelles liées au conflit. Cette étape importante a permis de garantir l'uniformisation de la pratique de tous les bureaux des procureurs en favorisant les réparations systématiques et donc l'égalité d'accès à la justice pour toutes les victimes de violences sexuelles en conflit. En intégrant ces avancées dans les cadres institutionnels, TRIAL International a contribué à faire des demandes d'indemnisation une pratique standard, garantissant la durabilité et l'impact à long terme.

En RDC, l'année 2024 a été marquée par le retrait progressif de la mission onusienne de maintien de la paix, remettant en question le modèle actuel de soutien international à la justice congolaise dans la lutte contre l'impunité. Face à cette évolution, TRIAL International a jugé essentiel de créer un espace de dialogue afin de repenser et d'adapter ce soutien en prévision de l'absence de l'un de ses principaux acteurs. Ainsi, en collaboration avec les autorités judiciaires et la MONUSCO, l'organisation a organisé en juillet 2024 un atelier national réunissant les principaux partenaires techniques et financiers impliqués dans le soutien à la justice congolaise. Cette rencontre a permis d'évaluer les besoins prioritaires exprimés par les autorités judiciaires congolaises et d'élaborer des recommandations concrètes pour la suite.

ZOOM

Plaidoyer en faveur d'une Convention sur les crimes contre l'humanité

Contrairement à d'autres crimes internationaux, tels que les crimes de guerre, de génocide, de torture et de disparition forcée, il n'existe pas, à ce jour, de traité international spécifiquement consacré aux crimes contre l'humanité et ceci constitue une lacune importante dans le système de justice internationale. En 2024, TRIAL International s'est fortement engagée pour l'élaboration et l'adoption d'une Convention sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité. L'organisation a activement contribué à l'ouverture de négociations menant à son adoption ainsi qu'à s'assurer que la future Convention contienne les normes juridiques les plus propices à la protection de toutes les personnes contre les crimes contre l'humanité. En collaboration avec des partenaires, des notes d'informations ont été publiées et des événements à l'attention des États ont été organisés afin de favoriser des échanges constructifs sur l'importance et le contenu de cette future Convention. En décembre 2024, une résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU prévoyant le processus de négociation d'un tel traité a finalement été adoptée, représentant une avancée décisive vers la conclusion d'un instrument juridiquement contraignant sur la prévention et la répression des crimes contre l'humanité.

MERCI DE VOTRE CONFIANCE !

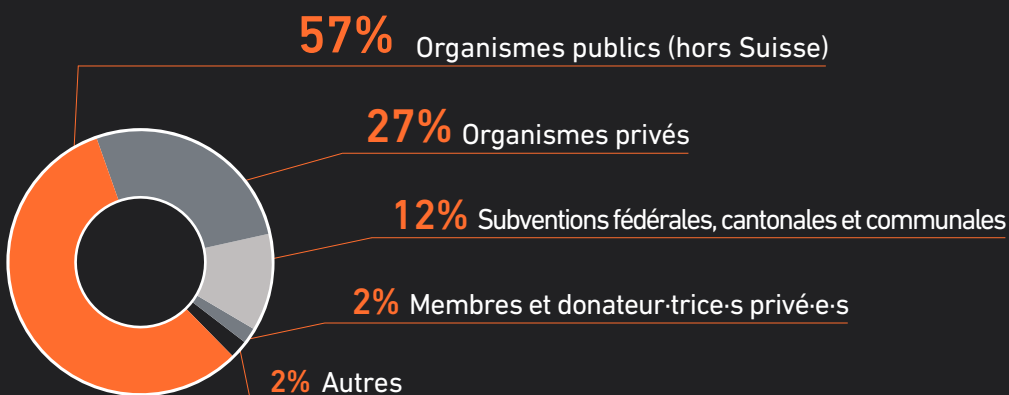
TRIAL International travaille **avec de nombreux partenaires locaux et internationaux, 30 bailleurs institutionnels et 261 donateur·trice·s individuel·le·s** pour combattre l'impunité.

Nous vous remercions vivement pour votre confiance, votre collaboration et votre soutien qui, cette année encore, nous ont permis d'accompagner de multiples victimes dans leur quête de justice. **MERCI !**

CHF 4'221'366

DÉPENSES TOTALES

CONTRIBUTIONS DES BAILLEURS (en pourcentage des revenus)



SOUTENEZ NOTRE TRAVAIL ! FAITES UN DON !

IBAN : CH85 0900 0000 1716 2954 3

RESTEZ INFORMÉ·E·S

trialinternational.org

info@trialinternational.org



SUPPORT US NOW!



Scan the QR code with
your phone camera



Make a secure donation
on our website



Copyright : TRIAL International 2024